



ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES



RAPPORTS DU SESRIC SUR LA CRISE FINANCIERE GLOBALE DE 2008-2009

juillet 2009

Attar Sokak No: 4, 06700 GOP, Ankara, TURQUIE
Tél: +90-312-468 6172 (4 lignes) Fax: +90-312-467 3458
Courriel: oicankara@sesric.org Site Web: www.sesric.org

Rapport Mensuel de SESRIC, juillet 2009

CONFERENCE DE L'ONU SUR LA CRISE FINANCIERE MONDIALE ET SES IMPACTS SUR LE DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION DE BASE



L'économie mondiale souffre toujours de la crise où le ralentissement de l'activité économique à la grandeur historique et beaucoup de pays à travers le globe, indépendamment de leur niveau de développement, sont toujours sous la contrainte répondant à cette crise. Les gouvernements de plusieurs pays avancés

ont fourni les paquets de délivrance lourds par lesquels beaucoup de banques et d'institutions financières principales dans ces pays aient été écopés. Cependant, en dépit de tous les efforts de délivrance et paquets de stimulus, les économies développées ne sont pas encore de retour sur la voie ; les espérances de taux de croissance sont sinistres, les taux de chômage augmentent et les entreprises sont au bout de fermer. Les pays en développement qui sont la plupart du temps restés dus inchangé à l'exposition secondaire-principale inférieure d'hypothèque sentent également le pincement dû au commerce en baisse, au serrage des finances globales et aux apports inférieurs de remises. En outre, en raison des contraintes fiscales et monétaires la plupart des pays en développement n'ont pas pu parvenir à atténuer ces effets négatifs de la crise eux mêmes. En conséquence, dans la majeure partie du monde en développement où des millions de personnes souffrent déjà de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition ; la crise financière globale courante est encore prévue pour avoir des implications plus graves pour ces personnes en renversant le progrès accompli vers l'accomplissement de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD).

En effet, il y a des besoins extrêmes pour aider les pays en développement en fournissant des ressources plus financières, la facilitation commerciale et l'accomplissement de l'engagement liés à l'aide de développement officielle (ADO).

Pour atteindre ce but, tout les agences pour le développement national, régional et international doivent coordonner et coopérer à atténuer les effets négatifs de cette crise et à établir des mesures et des mécanismes pour éviter le re-emergence d'une telle crise à l'avenir. Contre ce contexte, les Nations Unies ont assemblé une conférence sur la crise

financière mondiale et ses impacts sur le développement du 24 au 26 juin 2009 à New York pour évaluer le plus mauvais ralentissement de l'activité économique global depuis la Grande Dépression. Le but était d'identifier et évaluer les réponses lancées par différents pays pour atténuer l'impact de la crise et pour établir des mesures pour la transformation de l'architecture financière internationale en tenant compte des vues de tous les déposataires c.-à-d. tous les Etats Membres, agences internationales, organisations de société civile et secteur privé.

La conférence a inclus des sessions plénières et quatre échanges interactifs de table ronde parmi les actionnaires pour examiner et surmonter la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement en abordant les questions suivantes : 1) l'impact de la crise sur l'emploi, le commerce, l'investissement et le développement, y compris l'accomplissement des buts internationalement convenus de développement et des Objectifs du Millénaire pour le Développement ; 2) actions et mesures appropriées pour atténuer l'impact de la crise sur le développement ; 3) le rôle des Nations Unies et ses États Membres dans les discussions internationales continues sur le fait de reformer et renforcer le système économique international et l'architecture financiers et ; 4) contributions du système de développement des Nations Unies en réponse à la crise.



Avant d'organiser cette conférence, le Département des Nations Unies des Affaires Économiques et Sociales (DESA de l'ONU) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont co-moderé une e-discussion sur la crise et sur les réponses de politique. La première phase de l'e-discussion regardait la façon comment la réponse du système global a été efficace, ce que sont ses points faibles, et comment il peut être amélioré. La deuxième phase examinait les contraintes sous lesquelles les systèmes nationaux fonctionnent, et les pas commerciaux - qu'ils font pour rester dans le chemin du développement humain accéléré. Les participants des e-discussions de l'ONU ont été invités à donner leurs avis et commentaires sur deux questions thématiques principales spécifiques.

La première question était comme suit: *Comment le système internationale de (c.-à-d. l'ONU et d'autres établissements multilatéraux) répond à la crise financière et économique courante?*

Quel est l'impact de ces réponses, dans votre pays, aussi bien qu'aux niveaux régionaux et globaux ? Ces réponses sont-elles suffisantes tous les deux en adressant la situation actuelle, et en préparant le système lui-même pour le futur ? Ce qui sont les lacunes critiques (le cas échéant) qui restent ?



Dans leur réponse à cette question, les participants ont reconnu que jusqu'ici les efforts des institutions internationales ont été efficaces en écartant la conscience et la compréhension de la crise et de ses impacts parmi des personnes et des gouvernements. En conséquence, les gouvernements particulièrement dans le monde avancé ont fourni quelques réponses et paquets communs. Cependant, les participants ont

souligné que tout en répondant à cette crise, les institutions internationales et les agences développementales ne devraient pas négliger les objectifs plus généraux du développement et ne contestent pas les pays en développement pauvres de revêtement, particulièrement en Afrique. Par exemple, la plupart des pays moins avancés se fondent fortement sur l'aide et cette crise a intensifié le besoin d'aide plus que jamais. Par conséquent, bien que la crise courante ait provenu des pays avancés (les donateurs traditionnels), les participants ont souligné le besoin d'augmenter les efforts des pays avancés pour assurer leur accomplissement des engagements d'aide.

Les participants ont également indiqué que la réduction des volumes d'exportation des pays en développement dus à une demande d'affaiblissement dans les pays avancés est un autre impact principal de la crise financière courante sur les économies des pays en développement. Par conséquent, ils ont recommandé que les pays en développement devraient prendre des mesures sérieuses pour augmenter leur demande intérieure en biens et services en améliorant des vies et en augmentant des revenus, y compris ceux de la population rurale qui sont la plupart du temps engagés dans l'agriculture. Ils ont invité l'ONU et ses institutions spécialisées pour aider et soutenir ces initiatives par le fait développer des programmes de renforcement de capacités d'état dans les pays en développement. On l'a observé que les duplications des efforts des agences développementales multilatérales causent le gaspillage des ressources valables financières et humaines. Ces agences sont donc recommandées pour rationaliser leurs efforts en augmentant leur coopération et coordination, en particulier par l'accomplissement des engagements pris dans la déclaration de Paris sur l'efficacité d'aide et l'ordre du jour suivant d'Accra pour l'action.

En outre, les participants ont proposé quelques étapes nécessaires à prendre, particulièrement au profit des pays de revenu bas afin d'accélérer leur transformation structurale en augmentant la part de rendement des produits de fabrication dans leur revenu national et en adoptant des politiques industrielles appropriées. Dans ce contexte, les participants ont invité la communauté internationale pour permettre à ces pays de protéger leurs industries domestiques par des mesures de sauvegarde provisoires imposantes et de donner le libre accès à leur marché particulièrement pour les pays dépendants des

produits. Les participants ont également souligné la nécessité dans la plupart des pays en développement pour renforcer le rapport entre le secteur d'éducation et le marché du travail par la révision des politiques de développement des ressources humaines et collaboration de renforcement et coordination de santé, éducation et établissements et ministères de travail.

La deuxième question était comme suit: *Comment le système du gouvernement économique global peut-il mieux être renforcé à l'avenir ? Quelles sont quelques manières dont des questions de la légitimité, de l'efficacité et de l'importance peuvent être abordées ? Comment une plus grande voix pour le moins représenté (des acteurs d'état et non d'état) devrait-elle être permise ? Que devrait être les principes fondamentaux principaux pour guider les changements - (par exemple inclusion, décentralisation, diversité de normalisation, et d'autres) ? Ce qui pourrait être les arrangements institutionnels les plus efficaces?*



Concernant ces questions, les participants ont indiqué que le système courant du gouvernement économique global est inadéquat en termes de représentation insatisfaisante des pays à différents niveaux de développement. Cela vaut en particulier pour beaucoup de pays en développement et moins avancés qui ont la représentation très limitée dans les établissements développementaux de gouvernement et de surveillance internationaux. Ceci mène aux préoccupations concernant la crédibilité et l'efficacité de ces établissements. Par conséquent, des pays en développement devraient être donnés plus de représentation aux organismes de normalisation financiers et économiques tout internationaux pour augmenter leur crédibilité et responsabilité. Les chefs et la haute direction des établissements de Breton Wood devraient être nommés par un processus de sélection ouvert, transparent et mérite-basé.

Afin d'inclure plus de pays en développement dans le gouvernement des organisations de normalisation internationales, on a proposé les mesures suivantes:

- ▶ Les pays petits et moyens devraient avoir une certaine représentation aux organisations de normalisation internationales avec une représentation régionale plus conformée.
- ▶ Des tentatives ont pu être faites pour inclure quelques formes de représentation des dépositaires non-financiers, tels que des syndicats et des sociétés non-financières- aux organismes de normalisation financiers internationaux et nationaux pour équilibrer leurs soucis, besoins et perspectives.
- ▶ De tels organismes de normalisation devraient être rendus responsables envers les formes établies de représentation politique aux niveaux nationaux et globaux appropriés.
- ▶ Les pays en développement ont bénéficié considérablement de l'appui du groupe de 24 (le G-24), qui les aide pour développer leurs positions par rapport au FMI et aux

sujets de la banque mondiale. Un corps semblable, probablement lié au G-24, pourrait être créé pour les questions de normalisation internationales, pour aider les positions articulées de pays en développement aux corps comme le Forum Financier de Stabilité (FSF) et le Comité de Bâle du Contrôle Bancaire (BCBS).

- Il est fortement - souhaitable de travailler vers concevoir et créer un régulateur financier global car les marchés financiers seront bien plus globaux et sophistiqués à l'avenir.



Afin de formuler un plan décisif et efficace de réponse à cette crise, l'ONU devrait aider et soutenir des gouvernements nationaux particulièrement dans les pays en développement de revenu bas, avec le renforcement de capacité pour surveiller les impacts de la crise financière sur la vie et le bien-être de différents groupes de population à leurs niveaux nationaux. Ceci facilitera l'identification de ces personnes vulnérables qui sont les plus affectées par la crise et ont besoin d'une aide plus

pressante que d'autres.

Pendant l'apparition de cette crise, les organismes de normalisation économiques et financiers globaux et les établissements développementaux n'ont pas donné une détection précoce et une réponse anticyclique rapide principalement dues au manque de circuits de transmission efficaces et de bas niveau de la coordination mutuelle. Ceci souligne le besoin d'établir une association et une coordination plus efficaces entre les gouvernements, les agences pour le développement et les établissements de normalisation pour développer un système de première alerte efficace et un mécanisme de réponse rapide.

LES RESULTATS DE LA CONFERENCE

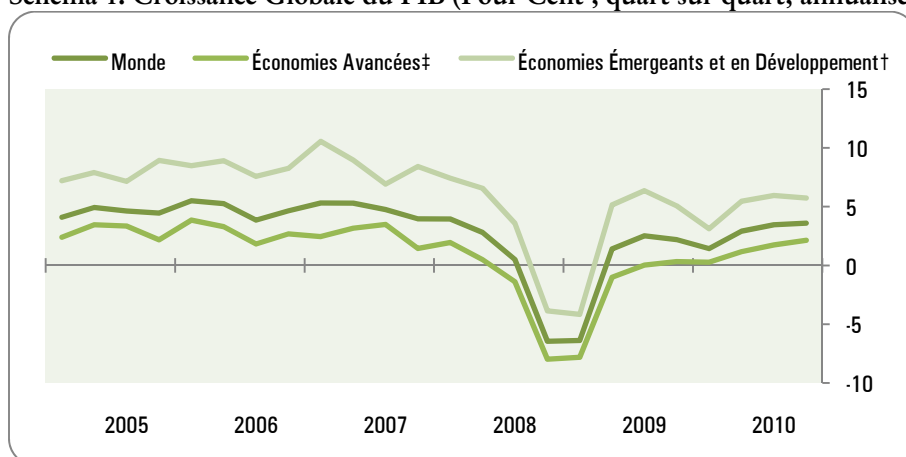
Le taux moyen de croissance du PIB en termes réels du monde rebondit maintenant avec certains indicateurs importants comme le rendement industriel, exportations de marchandises et les ventes en détail etc. montrent des tendances à la hausse lentes. Ces développements positifs sont considérés comme bases pour le rétablissement prévu dans l'économie mondiale de la récession profonde enregistrée dans la deuxième moitié de 2008.

I- TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN TERMES REELS

Après l'enregistrement de la récession la plus profonde depuis la Deuxième Guerre Mondiale, le taux moyen de croissance du PIB en termes réels du monde a commencé à rebondir légèrement dans la deuxième moitié de 2009 avec l'augmentation des signes de rétablissement soutenus principalement par des mesures fiscales et monétaires adoptées par beaucoup de pays autour du monde. En juillet 2009, l'activité économique mondiale a été projetée pour se contracter par 1.4 pour cent pendant toute l'année en 2009, qui est 0.6 point plus haut que les projections d'avril 2009. D'ailleurs, les projections de juillet 2009

montrent une expansion d'activité économique mondiale par 2.5 pour cent en 2010. Sur une base d'un quart –sur- quart, la croissance du PIB en termes réels est maintenant projetée à 2.9 pour cent pour 2010 comparés à la première prévision en avril de 2.6 pour cent. Selon ces projections, le taux de croissance de PIB dans les économies émergentes et en développement est plus prometteur que les pays avancés, tandis que la croissance de PIB des économies avancées est projetée pour diminuer par 3.8 pour cent en 2009 avant sa croissance par 0.6 pour cent en 2010, on projette que la croissance du PIB dans les économies émergentes et en développement ralentisse à 1.5 pour cent en 2009 et rebond à 4.7 pour cent en 2010.

Schéma 1: Croissance Globale du PIB (Pour Cent ; quart-sur-quart, annualisé)

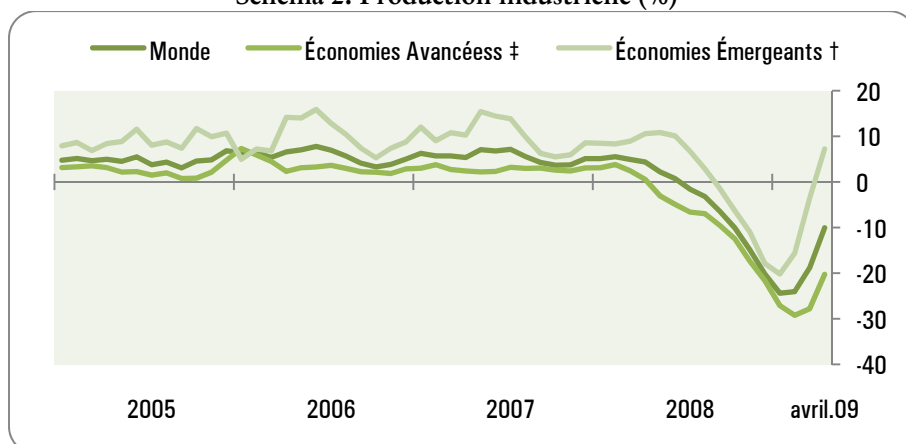


Source : FMI, Mise à jour de Perspectives Économiques Mondiales, juillet 2009.

II- PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après l'expérience d'un fort déclin en 2008, particulièrement dans le dernier trimestre, la production industrielle s'est légèrement améliorée à travers le globe lié à une amélioration des perspectives économiques de certaines d'économies développées et naissantes. Suivant les indications du schéma 2, pour la première fois en presque année, la production industrielle dans les économies naissantes est entrée dans la tendance positive, enregistrant un taux de croissance positive de 7.25 % dans le premier trimestre de 2009. Bien que toujours avec des taux de croissance négatifs, la production industrielle du monde et celle des économies avancées montrent également des tendances à la hausse.

Schéma 2: Production industrielle (%)*



Source : FMI, Mise à jour de Perspectives Économiques Mondiales, juillet 2009.

III- COMMERCE

Le déclin pointu en volume de commerce mondial était l'un des impacts les plus négatifs de la crise financière courante, en particulier sur les économies des beaucoup les pays en développement et naissants. Ceci a été aggravé par la demande plus faible des exportations et produits manufacturés et cours de matières premières en baisse. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) estime que le volume d'exportations globales des biens et des services diminuera de 9 pour cent en 2009 (OMC, 2009), alors que les projections du FMI signalent pour un déclin plus profond par 11 pour cent. Une telle contraction serait la plus grande depuis la deuxième guerre mondiale. Cependant, les données récentes prouvent que la croissance des exportations de marchandises stabilise à travers le globe après avoir atteint le point le plus bas dans le dernier trimestre de 2008 (Schéma 3). Cependant, les taux de croissance sont toujours négatifs et beaucoup au-dessous du niveau de la pré-crise.

Schéma 3: Exportations de Marchandises (%)*

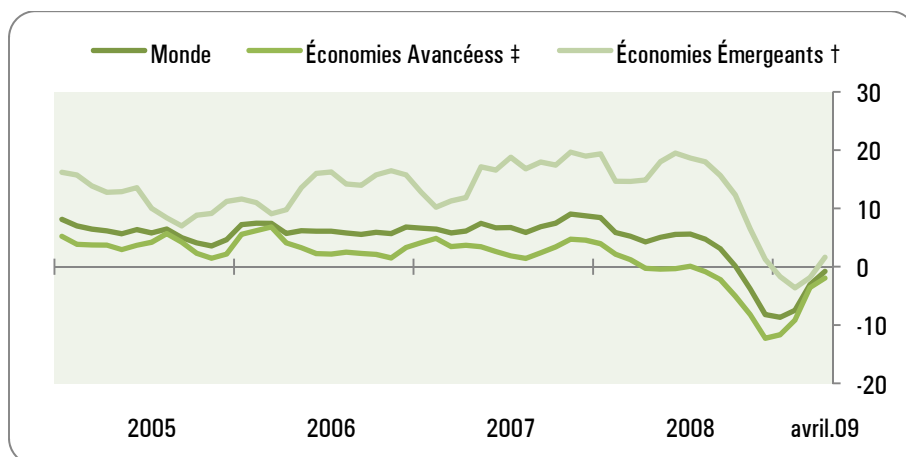


Source : FMI, Mise à jour de Perspectives Économiques Mondiales, juillet 2009.

IV- VENTES AU DETAIL

Suivant les indications du schéma 4, les ventes au détail ont également été témoin d'un fort déclin dans la deuxième moitié de 2008, qui a été reflété dans le monde entier dans un déclin pointu dans des activités de production et la perte des travaux dans beaucoup de pays. Cependant, là augmentent des signes d'amélioration des ventes au détail à travers le globe. Ce développement positif est prévu pour stimuler la production et pour augmenter des offres d'emploi.

Schéma 4: Vente au Détail *

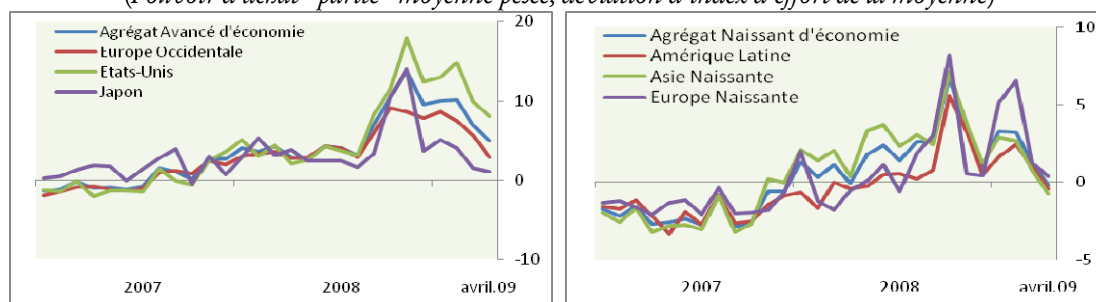


Source : FMI, Mise à jour de Perspectives Économiques Mondiales, juillet 2009.

V- EFFORT FINANCIER

Le secteur financier montre également des signes d'amélioration et, principalement en raison des mesures d'aide prises par des gouvernements et des banques centrales, la confiance est de nouveau reconstruite sur les marchés financiers à travers le globe. Graduellement, les soucis concernant la liquidité et les risques de contrepartie dans le secteur bancaire ont diminué et les marchés interbancaires ont repris le travail. En conséquence, les indices d'effort financier pour des économies avancées et naissantes ont diminué depuis le début de 2009 (Schéma 5). Cependant, la grande disparité existe dans la performance du secteur financier à travers les pays et les groupes de pays. Les états de crédit bancaire sont toujours très serrés particulièrement dans les pays avancés tandis que les pays naissants et en développement font face également à de diverses contraintes en fixant le financement externe.

Schéma 5: Effort Financier dans des Économies Avancées et Naissantes
(Pouvoir d'achat - parité - moyenne pesée; déviation d'index d'effort de la moyenne)



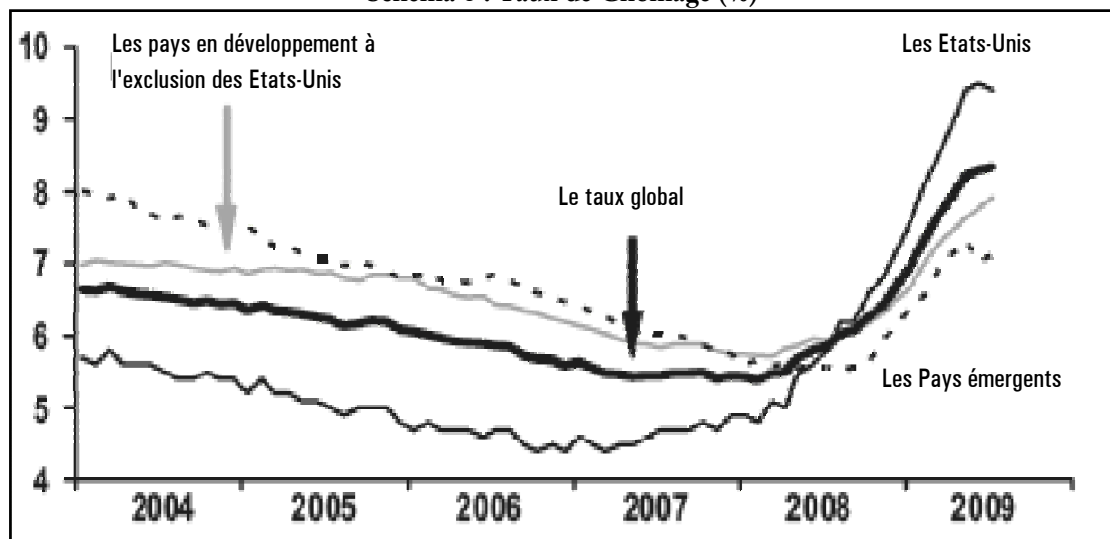
Source : FMI, Mise à jour de Perspectives Économiques Mondiales, juillet 2009.

VI- TAUX DE CHOMAGE

Depuis le début 2008, le taux de chômage global a augmenté de 3 points pour atteindre 8.3 pour cent en juin 2009. Pour survivre dans ces difficultés, les sociétés à travers le monde ont continué à congédier leurs ouvriers. Cependant, les données récentes prouvent que les taux de chômage ont commencé à se stabiliser dans le deuxième trimestre de 2009. Ensuite après avoir été élevé environ 0.3 point par mois de janvier à mai, le taux de chômage global a augmenté juste de 0.1 point en juin et juillet. C'est infiniment en conformité avec les prévisions au sujet de l'amélioration du secteur industriel et le positif change dans

l'environnement commercial à travers le globe. Une amélioration des perspectives du travail augmentera la confiance du consommateur de revenu domestique et, préparant le terrain pour une reprise économique soutenue.

Schéma 6 : Taux de Chômage (%)



Source: JPMorgan, Data Watch, août 2009.

SIGNES DE RETABLISSEMENT AU NIVEAU DE PAYS

Dans les économies développées importantes, en particulier aux Etats-Unis, la contraction en PIB en termes réels a ralenti dû principalement à l'augmentation dans des dépenses publiques tandis que les dépenses intérieures et l'épargne demeuraient aux niveaux très bas. On estime que le taux de chômage est encore haut et demeure à un à niveau élevé dans le prochain mois tandis que la vitesse de l'augmentation de salaire horaire est divisée en deux par rapport à l'année dernière. Le marché du logement des Etats-Unis où la crise secondaire-principale d'hypothèque lancée récupère également et trois indice importants de prix de logements ont commencé à monter ou ont stabilisé en mai 2009.

Les économies de l'UE montrent également quelques signes de rétablissement particulièrement en Europe Occidentale. Pour la première fois depuis le début de la crise, la production industrielle a montré la tendance à la hausse en mai 2009 en Allemagne, en France et aux Pays Bas. Cependant, alors que le taux de chômage est ramené à une moyenne à 9.5 pour cent pour la zone euro, il est encore plus élevé que ce niveau dans quelques pays. Par exemple, le taux de chômage en Irlande a monté à 11.7 pour cent et en Espagne jusqu'à 18.7 pour cent.

L'économie du Japon a également stabilisé et compté enregistrer le taux de croissance positive dans le deuxième trimestre de 2009. C'est principalement dû à l'amélioration du commerce à mesure que la demande des exportations du Japon a augmenté en Chine, l'UE et aux Etats-Unis. Cependant, alors que le paquet fiscal de stimulus de gouvernement contribuait au rétablissement en amplifiant la demande intérieure, le marché du travail et la demande des crédits bancaires ont continu à détériorer à cause des investissements productifs bas. En Australie, les stimuli fiscaux et monétaires ont aidé à pousser la

confiance du consommateur et les ventes au détail de soutien. Cependant, alors que les exportations continuaient à récupérer, l'investissement productif a continué à diminuer et le taux de chômage est demeuré régulier en juillet à 5.8 pour cent.

Dans les États Indépendants du Commonwealth (CIS) le pas de la contraction a été diminué et la production industrielle s'améliore particulièrement en Russie et Kazakhstan. Parmi les autres économies dans cette région, en PIB de l'Ukraine contracté par plus de 20 pour cent dans le premier quart de 2009 tandis qu'au contraire l'Ouzbékistan a enregistré une croissance impressionnante de plus de 8 pour cent pour le premier semestre. En attendant, les pays en Europe du Sud-est ont continué leur recherche des ressources financières sur les marchés internationaux des capitaux pour rétablir leurs marchés intérieurs. Les banques centrales dans plusieurs de ces pays ont coupé leurs taux d'intérêt après avoir été servis des fonds des marchés internationaux.

Les données pour le premier trimestre de 2009 suggèrent que la croissance ait rebondi dans quelques économies Africaines aussi bien. Il y a des grandes attentes d'augmentation d'activité économique dans beaucoup de pays Africains. Par exemple, le Kenya a enregistré la croissance annuelle de 3.9 pour cent dans le premier trimestre tandis qu'en Égypte et au Malawi on s'attend à ce que la croissance atteigne 4.5 pour cent et 7.9 pour cent respectivement au cours de cette année. En outre, l'inflation a diminué dans beaucoup de régions de l'Afrique comme les cours de matières premières alimentaires sont diminués au milieu de la crise financière. Cependant, beaucoup de pays souffrent toujours des prix élevés de denrées alimentaires principalement dus aux sécheresses et aux déficits de production.



Le taux de chômage montre également des tendances mélangées à travers la région où certains pays comme le Maroc sont parvenus à diminuer le taux de chômage de 9.6 pour cent à 8.0 pour cent entre le premier et deuxième trimestre. L'Afrique du Sud, où le taux de chômage est à environ de 23.5 pour cent, est restée menacée par la prédominance du niveau élevé du chômage.

Les économies Asiatiques de l'Est sont également sur le chemin du rétablissement. Les paquets fiscaux massifs de stimulus ont combiné avec le soulagement monétaire agressif aidé à renforcer la demande intérieure et la production industrielle a augmenté sur une base de mois-sur-mois à travers la région. Les

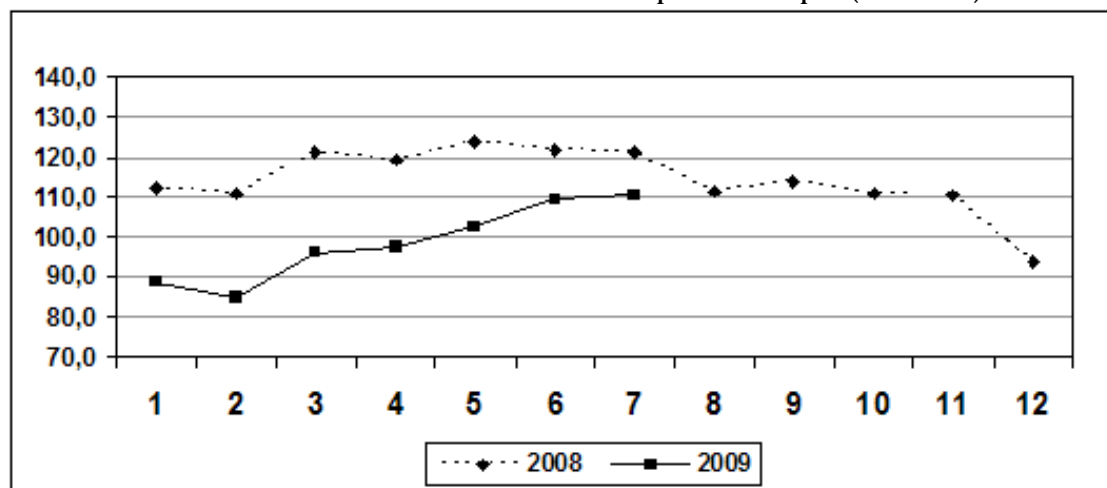
économies Asiatiques est étaient témoin également d'une amélioration des exportations et de l'entrée de capitaux. En conséquence, des taux de croissance ont été rebondis dans le deuxième trimestre de 2009 dans certaines économies comme la Chine, la république de Corée, Singapour, et le Vietnam. Cependant, en dépit de ces perspectives positives, le plein rétablissement dans cette région dépend en grande partie de la fin des perspectives d'avenir dans les pays avancés.

Les perspectives pour le rétablissement dans les économies Asiatiques du Sud sont encore sombres. Beaucoup de gouvernements comme le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan ont

présenté des budgets expansionnistes pour le nouvel exercice budgétaire 2009/2010 pour stimuler la croissance économique et aider les pauvres. Cependant, en raison de la disparité entre la croissance du revenu et l'expansion dans la dépense, les déficits budgétaires déjà grands sont prévus pour s'élargir encore plus.

Dans la région Asiatique Occidentale, l'économie turque était gravement touchée par la crise et la production industrielle particulièrement dans l'industrie de voitures et de véhicules utilitaires a montré le déclin significatif (Schéma 7). Cependant, il y a quelques signes d'amélioration de l'économie turque car la production de voiture a augmenté mois-par-mois en avril et mai 2009 tandis que le taux de chômage a montré un certain déclin de son niveau maximal. Le taux de chômage de la Turquie a monté de 10.3 pour cent en septembre 2008 jusqu'à un record à niveau élevé de 16.1 pour cent en février 2009, mais a ralenti à 13 pour cent en juin 2009 (TUIK, 2008, 2009a, et 2009b). En Jordanie, le gouvernement a donné la priorité à la dépense pour surmonter le déficit budgétaire public croissant et pour améliorer l'attraction du pays pour des investissements à l'étranger.

Schéma 7 : Index de Production Industrielle pour la Turquie (2005 = 100)



Source: TUIK, Haber Bülteni: Aylık Sanayi Üretim Endeksi, Temmuz 2009.

Les pays dans la région Latino-américaine et des Caraïbes montrent également des signes de rétablissement. La production industrielle a amélioré au Brésil par 0.2 pour cent du mai à juin tandis que la diminution du rendement industriel de piment était moins que prévu en juin. Le Pérou a enregistré le taux de croissance de PIB de 0.5% en mai 2009 comparé au même mois en 2008. En attendant, en raison de l'amélioration des cours de matières premières comprenant le métal et le pétrole, le marché boursier dans la région a également montré des tendances positives. En revanche, le volume d'échange de la région est décroissant, les déficits fiscaux augmentent et les apports de remises sont toujours très bas.

Quant aux pays membres de l'OCI, comme un groupe, le taux moyen de croissance du PIB en termes réels a diminué à 5.1 pour cent en 2008 dû aux impacts tôt du ralentissement dans l'activité économique globale déclenchée par la crise financière globale au deuxième semestre. D'ailleurs, les projections les plus récentes prouvent qu'il ralentira encore plus à 1.5 pour cent en 2009. Bien que seulement deux pays aient enregistré des taux de croissance négatifs en 2008, on s'attend à ce que ce nombre monte jusqu'à 7 en 2009 et on estime que

seulement 10 pays enregistrent l'amélioration de leur taux de croissance en 2009 comparés à 2008.

Étant donné ces perspectives récentes de l'économie mondiale à niveaux globaux, régionaux et de pays, on peut conclure que, en dépit de montrer quelques signes de rétablissement, l'économie globale souffre toujours de la récession. La consommation des ménages est très basse et la demande intérieure est principalement catalysée par les dépenses publiques. À travers le monde, le secteur financier dépend fortement de l'appui public tandis qu'en dépit de montrer la tendance de réduction au cours des mois récents ; le chômage est toujours très élevé comparé au niveau de la pré-crise. Par conséquent, il est beaucoup probable que le rétablissement soit très lent et cela prendra encore plus de temps pour remettre l'économie mondiale sur le chemin de croissance de la pré-crise.

RÉFÉRENCES

IMF, World Economic Outlook Update Juillet 2009.

UN-DESA, Monthly Briefing “World Economic Situation and Prospects and Monitoring of Global Vulnerability” 12 Août 2009.

Mussa, M. (April 2009), “World Recession and Recovery: A V or an L?” Peterson Institute for International Economics.

JPMorgan, Global Data Watch, Economic Research, Août 2009.

TÜİK (2008), Haber Bülteni: Hanehalkı İşgücü Araştırması 2008 Eylül Dönemi Sonuçları (Ağustos, Eylül, Ekim 2008) [www.tuik.gov.tr].

TÜİK (2009a), Haber Bülteni: Hanehalkı İşgücü Araştırması 2009 Şubat Dönemi Sonuçları (Ocak, Şubat, Mart 2009) [www.tuik.gov.tr].

TÜİK (2009b), Haber Bülteni: Hanehalkı İşgücü Araştırması 2009 Haziran Dönemi Sonuçları (Mayıs, Haziran, Temmuz 2009) [www.tuik.gov.tr].

TÜİK (2009c), Haber Bülteni: Aylık Sanayi Üretim Endeksi, Temmuz 2009.

WTO (2009), “WTO Sees 9% Global Trade Decline in 2009 as Recession Strikes”, World Trade 2008, Prospects for 2009, WTO: 2009 Press Releases, 23 March 2009.

* Changement annualisé de pour cent de moyenne mobile de trois mois sur la moyenne mobile de trois mois précédente

† Argentine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Estonie, Hongrie, Inde, Indonésie, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Russie, République Slovaque, Afrique du Sud, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Venezuela.

‡ Australie, Canada, République Tchèque, Danemark, zone euro, Hong Kong SAR, Israël, Japon, Corée, Nouvelle Zélande, Norvège, Singapour, Suède, Suisse, Province de Taiwan de la Chine, Royaume-Uni et États-Unis.